



## **Entre les postures et les actes, le candidat président Sarkozy rattrapé par la réalité !**

***Rarement nous n'avons été confrontés, à la RATP, à autant d'écart entre les propos gouvernementaux et la réalité des situations vécues pas les agents.***

Déjà en 2009, le premier ministre Fillon, lors d'un discours au sein d'un atelier de maintenance de la RATP, déplorait « *un désengagement de l'état depuis plus de 20 ans des financements d'infrastructures...* ». Au travers cette opération de « *communication* », il promettait un investissement de 450 millions d'euros, dont 150 millions à la charge du gouvernement... alors que la Région et la RATP ont honoré leur engagement, l'état, lui, aura mis plus d'un an et demi à l'honorer...

Dans le même temps, le gouvernement recapitalise les banques, il verse plus de 200 millions au groupe Véola/Transdev... et pour la RATP, il refuse de réduire la dette dont il est pourtant le seul responsable au travers ses choix (*5 milliards d'euros*) et impose une répartition de celle-ci au sein de la RATP de la manière la plus défavorable qui soit !

Le gouvernement tente de faire vivre ce vieil adage pour la RATP « *quand on veut tuer son chien, on dit qu'il a la rage* », il vise, en favorisant les opérateurs privés du transport, à une remise en cause de l'EPIC RATP, entreprise publique nationale de service public.

***« Dénoncer » les licenciements...  
et inciter les suppressions de postes à la RATP !***

Le président Sarkozy n'aura eu de cesse de dénoncer le comportement de ces entreprises « *qui font des bénéfices, perçoivent des aides fiscales et pourtant licencient...* » et dans le même temps d'ajouter que « *les leviers pour intervenir sur les entreprises privées sont limités...* » pourtant, il en est tout autrement des entreprises publiques et notamment de la RATP : cette dernière est propriété d'état, en ce sens, le gouvernement a toute capacité à intervenir dans ses choix de gestion.

C'est d'ailleurs ce qu'a fait le président Sarkozy au travers la lettre de mission qu'il a adressée au PDG de la RATP et portant des exigences claires : pression sur l'emploi, sur les salaires, sur les conditions de travail, exigence de 2 % de productivité par an... Cette exigence a été très majoritairement supportée par les baisses continues d'effectif.

**Sous le « règne » de Sarkozy, ce sont plus de 3 000 postes  
qui ont été supprimés à la RATP !**

La situation de l'emploi à la RATP démontre bien, s'il en était besoin, l'imposture gouvernementale, les mensonges que sont ses annonces au regard de la réalité de ses actes.

Son dernier mensonge : pas de suppression d'emplois dans les entreprises détenues majoritairement par l'État... pourtant le budget 2012 voté par le Conseil d'Administration de la RATP la semaine dernière prévoit 300 suppressions de postes qui font suite aux 721 de 2010 et aux 670 de 2011...

## ***Dégradation des conditions de travail pour les agents et des conditions de transport pour les usagers !***

Les attaques sur l'emploi, les dégradations des conditions de travail qu'elles génèrent et le non-investissement de l'état dans le budget de la RATP sont autant d'éléments qui impactent négativement la qualité de service due aux usagers.

Aujourd'hui, les agents RATP subissent de constantes réorganisations, ce qui produit un climat instable avec alourdissement de la charge de travail, perte de sens de nos missions...

Malgré l'investissement du personnel au quotidien, la politique en œuvre à la RATP impacte de plus en plus la qualité de service. Ainsi les indisponibilités pour manque de personnel atteignent des niveaux critiques qui affectent directement le service offert aux voyageurs...

### ***La crise : le prétexte pour remettre en cause les entreprises publiques !***

La crise justifierait-elle cette politique ? Sûrement pas ! Non seulement le plan d'entreprise de la RATP n'a pas été réajusté, mais, en plus, il a fait l'objet d'une accélération sans précédent, tant dans le domaine des suppressions de postes que dans la politique salariale (0,5 % d'augmentation en 2011, 0 % d'augmentation prévue pour 2012...).

### ***Les transports collectifs : une absolue nécessité !***

Le développement des transports en commun en Région Ile de France est une nécessité impérieuse, notamment au regard de l'état de saturation actuel du réseau comme du besoin exponentiel exprimé par les populations et les collectivités.

Pour la CGT, c'est un plan d'urgence pour les transports en Ile de France qu'il faut lancer, nous le chiffrons, au minimum, au double des investissements actuels. Il faut mettre en place, en lien avec les collectivités locales, des grands projets de développement répondant prioritairement aux besoins des populations, il faut réorienter les choix actuels dans une réflexion globale d'aménagement du territoire en Ile de France comme au-delà.

Cela appelle à des entreprises publiques renforcées dans leur capacité à affronter ces enjeux structurants pour l'avenir comme à fournir une qualité de service digne du XXIème siècle !

### ***la CGT/RATP revendique d'autres choix***

Pas de sortie de la crise sans relance de la croissance par l'augmentation des salaires (et donc de la consommation des ménages), la création d'emplois productifs et l'investissement public : il faut abandonner le plan de productivité mené actuellement à la RATP !

La création d'un « *pôle public financier* » pour permettre aux établissements publics d'accéder au crédit à bas taux et échapper aux exigences de rentabilité des marchés financiers.

La création d'un « *pôle public de transport* » permettant une maîtrise publique de l'organisation des transports collectifs de personnes et des opérateurs et sortant ce secteur d'activité des exigences du marché.

**La CGT/RATP agit pour la défense de l'entreprise publique et des valeurs du service public, pour promouvoir la responsabilité sociale et environnementale de la RATP, pour un développement de l'emploi permettant à la RATP d'affronter l'avenir !**